

COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 20 JANVIER 2016**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mercredi 20 janvier 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, **le vendredi 29 janvier 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **13 janvier 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 20 janvier 2016 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant sur la liste de la majorité.

1 - Approbation des PV des réunions des 26 novembre et 15 décembre 2015

Travaux - Etudes :

- 2 - Réaménagement de la Place Gambetta et réfection de la Rue Nationale - Marché de travaux à passer avec « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX »
- 3 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires »
- 4 - D.E.T.R. 2016 - Demande de subvention
- 5 - Elaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subvention de la Région
- 6 - Projet de complexe sportif intercommunal (études)- Demande de subvention auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Service « Enfance-Jeunesse »

- 7 - Participation communale aux frais de classes de neige, découvertes, linguistiques, etc... des élèves valois du cycle secondaire
- 8 - Organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans (tarif et régie d'encaissement)
- 9 - Centre médico-scolaire - Convention avec la Mairie de Brignoles

Personnel communal

- 10 - Suivi médical du personnel communal - Convention avec l'A.I.S.T. pour 2016
- 11 - Service « Assistance Retraites » pour le personnel communal - Convention avec le CDG 83

Finances

12 - Carte « Achat Public » de la Caisse d'Épargne - Renouvellement de la convention

13 - Marchés SIVAAD - Délégation de signature donnée à M. le Maire

Divers

14 - Modification de la composition des commissions communales

15 - Food-truck - Modification de la délibération du 26 novembre 2015

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

17 - Questions écrites

18 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 20 janvier 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - CEMBRANI Romain - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - COEURDEUIL Yves - - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mmes VOLANTE Florence - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à Yves COEURDEUIL)

soit 25 présents donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

Démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant sur la liste de la majorité.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Monsieur Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016, date de réception en Mairie de son courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de cette démission par courrier du 8 janvier 2016. Il a également, ce jour-là, notifié à Monsieur Romain CEMBRANI, suivant de la liste à laquelle appartenait l'élu démissionnaire, soit la liste « TOUS ENSEMBLE POUR LE VAL », sa nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral), à compter du 4 janvier 2016.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à M. Romain CEMBRANI, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- o Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

PREND ACTE de la démission de Monsieur Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 4 janvier 2016 et de son remplacement immédiat par le suivant de sa liste, soit M. Romain CEMBRANI,

INDIQUE que M. Romain CEMBRANI percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de M. Claude TORRESILLA.

PRECISE que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

1 - Approbation des PV des réunions des 26 novembre et 15 décembre 2015

Monsieur le Maire donne lecture des procès-verbaux des séances du Conseil Municipal du 26 novembre et du 15 décembre 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ces documents.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture des procès-verbaux des séances du Conseil Municipal du 26 novembre et du 15 décembre 2015,

A l'unanimité,

APPROUVE ces documents.

2 - Réaménagement de la Place Gambetta et réfection de la Rue Nationale - Marché de travaux à passer avec « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 30 octobre 2014, le projet relatif à la réalisation des travaux d'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta a été approuvé. Un avis d'appel public à la concurrence (M.A.P.A. art 28 du CMP) a été lancé le 12 novembre 2015 sur Var Matin, Synapse Entreprises et le BOAMP, avec date limite de réception des offres fixée au lundi 7 décembre 2015 à 12h00.

Quatre plis ont été reçus dans les délais impartis. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 8 décembre 2015 pour l'ouverture des plis et le 22 décembre 2015 pour l'analyse des offres. Les propositions faites (après correction des erreurs entre l'acte d'engagement, le BPU et le DQE) pour la réalisation de ces travaux émanent de :

- Entreprise « URBAVAR » de Pierrefeu pour un montant total H.T. de 1.410.142,00€
- Groupement d'entreprises « SADE / SVCR / SPORTIELLO » de La Seyne sur Mer pour un montant total H.T. de 1.930.739,59 €
- Groupement d'entreprises « EIFFAGE / MINETTO / AZUR TRAVAUX » de Brignoles pour un montant total H.T. de 1.426.661,51 €
- Groupement d'Entreprises « EUROVIA / URBA TP » de Vinon sur Verdon pour un montant total H.T. de 1.368.346,19 €

La Commission propose au Conseil Municipal de retenir le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères « prix » et « valeur technique » tel que fixé dans le règlement de consultation.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer le marché de travaux à procédure adaptée avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 1.426.661,51 € y compris la tranche conditionnelle du parking mais sans les 4 options (3 fontaines et éclairage par projecteurs dans les pavés de la place Gambetta).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le rapport présenté par la Commission d'Appel d'Offres réunie le 22 décembre 2015

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché de travaux avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE/MINETTO/AZUR TRAVAUX » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 1.426.661,51 € ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2016 (chapitre 23).

3 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des études menées parallèlement au P.L.U., il a été décidé de lancer une consultation pour la réalisation d'un diagnostic du réseau d'assainissement collectif. Un avis d'appel public à la concurrence (M.A.P.A. art 28 du CMP) a été lancé le 5 octobre 2015 sur Var Matin, Synapse Entreprises et le BOAMP, avec date limite de réception des offres fixée au jeudi 29 octobre 2015 à 16h00.

Quatre plis ont été reçus dans les délais impartis. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 10 novembre 2015 pour l'ouverture des plis et le 18 décembre 2015 pour l'analyse des offres. Les propositions faites pour la réalisation de ce diagnostic émanent de :

- SCE « Groupe KERAN » de LA SEYNE SUR MER pour un montant total H.T. de 62.928 € pour la tranche ferme et de 90.072 € avec les tranches conditionnelles
- « G2C INGENIERIE » de VENELLES pour un montant total H.T. de 64.330 € pour la tranche ferme et de 99.620 € avec les tranches conditionnelles
- « CEREG TERRITOIRES » de GEMENOS pour un montant total H.T. de 52.030 € pour la tranche ferme et de 96.930 € avec les tranches conditionnelles
- « A.E.C. » de VICHY pour un montant total H.T. de 58.000 € pour la tranche ferme et de 85.300 € avec les tranches conditionnelles

La Commission propose au Conseil Municipal de retenir le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères « prix » et « valeur technique » tel que fixé dans le règlement de consultation.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 € et de se prononcer sur les tranches conditionnelles pour un montant total du marché de 96.930 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le rapport présenté par la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 décembre 2015

DEMANDE le renvoi de la commande des tranches conditionnelles prévues dans le dossier de consultation d'entreprises, vu leur coût, et envisage une commande séparée en cours de réalisation de la tranche ferme

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 € ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2016 (chapitre 20).

4 - D.E.T.R. 2016 - Demande de subvention

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la D.E.T.R. (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) est une dotation de l'État.

La Commune peut déposer en 2016 un dossier de demande de D.E.T.R. dans le cadre des travaux d'enfouissement de conteneurs d'ordures ménagères, verre, papier et EMR.

Le montant de l'estimation H.T. des travaux inscrits en 2016 pour ces travaux s'élève à 51.450 € HT.

Le montant maximum de la dotation attendue peut être arrêté à 20.580 €, sachant que le taux d'intervention se situe dans une fourchette allant de 25 à 40 % de la dépense totale H.T..

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DEMANDE l'attribution de la D.E.T.R. 2016 pour les travaux de d'enfouissement de conteneurs d'ordures ménagères, verre, papier et EMR

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

-DETR (40 %)	20.580 €
-Autofinancement	30.870 €
TOTAL HT	51.450 €

5 - Elaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subvention de la Région

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 juin 2015, la décision a été prise d'élaborer un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables.

M. le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention a été adressé depuis à la Région et qu'un montant maximum de 30 % pourrait être alloué à la Commune.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter cette subvention et modifier le plan de financement prévisionnel en conséquence.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARRETE le plan de financement prévisionnel des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur de gestion du réseau pluvial comme suit :

- Subvention Agence de l'Eau (50 %)	25.000 €
- Subvention de la Région (30 %)	15.000 €
- Autofinancement	10.000 €
TOTAL	50.000 €

SOLLICITE une subvention à hauteur de 30 % auprès de la Région.

6 - Projet de complexe sportif intercommunal (études)- Demande de subvention auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le projet de réalisation d'un complexe sportif intercommunal à « La Roguière » est envisagé par la Municipalité.

Le montant des études à mener par la SPL « ID 83 » sur le projet de création d'un complexe sportif s'élève à un total de 8.050 € HT et comprend 3 phases :

- Phase 1 - Finalisation de l'étape « identification des besoins » pour 1.960 €
- Phase 2 - Elaboration d'un scénario d'évolution du site, optimisant les réserves foncières et les extensions possibles du complexe pour 2.940 €
- Phase 3 - Etablissement d'un pré-programme global pluriannuel spatialisant les actions, axé sur les priorités susceptibles de constituer la première phase de réalisation pour 3.150 €

Il a été décidé, dans un premier temps, de passer commande des deux premières phases de l'étude seulement, soit pour un montant total HT de 4.900 €. Le solde ne sera commandé qu'après avoir pris connaissance du scénario proposé par la SPL « ID 83 », avoir statué sur le bien-fondé du projet et avoir constaté ses conséquences sur le budget communal après prise en compte des diverses subventions potentielles.

Mais d'ores et déjà, une demande de subvention ou d'un fonds de concours peut être déposée auprès de la C.C.C.P., vu le caractère intercommunal du projet. Cette demande doit être formulée sur le montant total de l'étude ce qui n'engage pas la Commune à la commander en totalité.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter cette subvention ou fonds de concours.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. Gaby LANGE,

APPROUVE la décision de Monsieur le Maire quant à mener des études en vue de la réalisation d'un complexe sportif intercommunal à « La Roguière »,

PREND NOTE de sa décision de commander en deux temps ces études auprès de la « SPL « ID 83 » pour un montant total HT de 8.050 €

SOLLICITE une subvention ou fonds de concours auprès de la CCCP vu le caractère intercommunal du projet.

Service « Enfance-Jeunesse »

7 - Participation communale aux frais de classes de neige, découvertes, linguistiques, etc... des élèves valois du cycle secondaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, chaque année, des établissements scolaires extérieurs (BRIGNOLES essentiellement), fréquentés par des enfants domiciliés au VAL, sollicitent pour ces derniers une participation communale aux frais de séjours pédagogiques, linguistiques et culturels ou classes de découvertes.

Il rappelle que la Commune a alloué jusqu'à ce jour une participation de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée. La dépense annuelle pour 2015, dans le cadre de cette participation, s'est élevée à 3.330 €.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'aide accordée en 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'allouer en 2016 une participation forfaitaire de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée.

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget (chapitre 65).

8 - Organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans (tarif et régie d'encaissement)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires-Enfance et Jeunesse pour la présentation du projet d'organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans.

Mme PASQUET indique que le Service communal « Jeunesse » projette d'organiser un séjour au ski pour les enfants âgés de 8 à 11 ans. Le séjour à Serre-Chevalier se déroulerait du mardi 9 au jeudi 11 février 2016 inclus. Une douzaine de places serait disponible et attribuée aux enfants fréquentant le centre d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement avec une priorité à ceux dont les deux parents travaillent. Si des places restaient disponibles, les autres enfants du Val pourraient s'inscrire.

Cette sortie étant programmée durant l'une des deux semaines des vacances scolaires d'hiver, le tarif de cette semaine « Sortie Ski » serait facturée à raison de 165 € et comprendrait les 3 jours au ski et les 2 jours restant, au centre de loisirs. Pour les enfants ne fréquentant pas le centre, le tarif sera également de 165 €.

Les animateurs encadrant interviennent au centre habituellement.

La Commune devra prendre en charge les frais de transport par car à hauteur de 750 €, sachant que la C.A.F. participe à hauteur de 40 € par enfant dans le cadre du Contrat « Enfance Jeunesse ». Le budget communal sera donc sollicité pour un montant de 270 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le projet d'organisation communale d'un séjour à la neige pour les enfants de 8 à 11 ans,

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en place les moyens nécessaires à cette organisation

ARRETE le montant de la participation à verser par les parents à 165 € pour les enfants inscrits au Centre d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement du 8 au 12 février 2016

ARRETE le montant de la participation à verser par les parents d'enfants non inscrits au Centre ALSH, pour le séjour de 3 jours au ski, à 165 €

INDIQUE que l'encaissement des recettes s'effectuera au sein de la régie communale du centre d'Accueil Sans Hébergement du « Petit Baou »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis 2005, le Centre d'Accueil de Loisirs sans Hébergement « le Petit Baou » est géré par la Commune.

Il donne la parole à Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'enfance,

Madame Annette PASQUET, indique à l'assemblée que compte tenu de la diversification des activités qui vont être proposées par le Centre d'Accueil de Loisirs sans Hébergement « le Petit Baou » il s'avère nécessaire d'apporter des modifications à la régie de recettes actuelle afin d'y encaisser également les participations aux sorties et séjours versées par les familles car seul le paiement de l'accueil était prévu dans la régie d'origine.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 18 janvier 2016. ;

INDIQUE que la régie du centre d'Accueil Sans Hébergement sera désormais définie comme suit :

Article 1^{er} : il est institué une régie de recettes auprès du Service Accueil de Loisirs « le Petit Baou ».

Article 2 : cette régie est installée dans les locaux de l'Hôtel de Ville - 5, Place de la Libération - 83143 Le Val.

Article 3 : la régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Accueil
- Sortie
- Séjour

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Prélèvements SEPA
- TIPI (titres payables sur internet)

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet P1RZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 6 : un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

Article 7 : l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : un fonds de caisse d'un montant de 20 € est mis à disposition du régisseur.

Article 9 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € et au minimum une fois par mois.

Article 10 : le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8.

Article 11 : le régisseur est assujéti à un cautionnement.

Article 12 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : le Maire de la Commune du Val et le Comptable public assignataire de la Trésorerie de Brignoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

9 - Centre médico-scolaire - Convention avec la Mairie de Brignoles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Mairie de Brignoles assure seule, depuis de nombreuses années, les frais de fonctionnement d'un Centre Médico-Scolaire (C.M.S.) qui dessert toutes les communes avoisinantes.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Mme PASQUET indique que ce C.M.S. gère les dossiers médicaux de tous les enfants de grande section dans les écoles maternelles et réalise une visite des écoles élémentaires. Les médecins se déplacent à la demande des directeurs ou à la demande des parents pour l'enfant allergique. Les parents qui rencontrent des problèmes avec leurs enfants peuvent prendre rendez-vous directement avec les médecins scolaires (visite entièrement gratuite).

En juin 2009, l'Inspection Académique a sollicité les communes pour la contribution financière aux dépenses administratives de ce C.M.S., contribution fixée par les textes à 1,50 € par enfant.

La Commune de BRIGNOLES demande la signature d'une convention relative aux frais de fonctionnement du C.M.S. pour l'année scolaire 2014/2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Commune de Brignoles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention 2014/2015

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 64).

Personnel communal

10 - Suivi médical du personnel communal - Convention avec l'A.I.S.T. pour 2016

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD donne lecture du projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

11 - Service « Assistance Retraites » pour le personnel communal - Convention avec le CDG 83
--

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal.

M. Xavier GIRAUD informe le Conseil Municipal que le Centre de Gestion du Var a proposé à la Commune la signature d'une convention visant à l'aider dans la rédaction et le montage des dossiers de retraite des agents.

Il indique que, par délibération n° 2005-55 du 9 novembre 2015, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a créé un service « Assistance Retraites », destiné à remplir, à la place des collectivités, certains actes de gestion liés à la retraite et à assurer le contrôle d'autres actes. En adhérant à ce service, pour les dossiers relatifs à la CNRACL, la Collectivité délègue son rôle d'employeur au Centre de Gestion. En contrepartie de ce service, le Centre de Gestion demande une participation financière dont les tarifs sont ainsi définis :

-Objet : Tarif unitaire

-Affiliation : 10 €

-Dossier de liquidation de pension (normale, carrières longues, invalidité, réversion) : 100 €

-Simulation de calcul sur demande de l'agent (avant l'âge de départ en retraite) : 80 €

-Simulation de calcul (cohorte) : 80 €

-Dossier de demande d'avis préalable : 80 €

-Dossier de gestion des comptes individuels retraite (Cohorte) : 80 €

Il donne lecture de la convention et demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par le CDG du Var,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 24 et 25,

Vu les lois n° 2003-775 du 21 août 2003 et 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var n° 2015-55 du 9 novembre 2015,

Considérant que les collectivités territoriales ont en charge l'instruction des dossiers de retraites de leurs agents affiliés à la CNRACL, et que le Centre de Gestion propose aux collectivités qui le souhaitent d'effectuer en leur lieu et place la mission « retraite » qui leur incombe en tant qu'employeur,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions : MM. VERDON et KINET,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention pour l'établissement et le contrôle des dossiers CNRACL avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var ainsi que toutes pièces et avenants y afférent,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 011).

12 - Carte « Achat Public » de la Caisse d'Épargne - Renouvellement de la convention

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme Julie BREBAN informe le Conseil Municipal qu'un contrat d'adhésion a été passé par l'équipe municipale précédente auprès de la Caisse d'Épargne, afin de pouvoir bénéficier d'une carte bancaire, dénommée « Carte Achat Public », afin de pouvoir commander et payer des fournitures à des fournisseurs n'acceptant pas le paiement par mandat administratif.

Elle donne lecture de ce contrat d'adhésion qui doit être renouvelé en 2016 et demande à l'assemblée délibérante d'autoriser sa signature.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Après avoir pris connaissance du projet de contrat présenté par la Caisse d'Épargne relatif à la carte « Achat Public »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCORTE les termes de ce projet de contrat

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit contrat à passer avec la Caisse d'Épargne,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 011).

13 - Marchés SIVAAD - Délégation de signature donnée à M. le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 10 avril 2008 la Commune a adhéré à la convention constitutive du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, délégué du Conseil Municipal auprès du SIVAAD, comme Mme Brigitte BOSSUGE.

M. DEBAQUE indique que ce groupement a lancé les appels d'offres pour 2016 (renouvelables pour 2017) pour les fournitures destinées aux espaces verts, la vaisselle, la librairie-papèterie, les fournitures scolaires, les vêtements de travail, les produits d'entretien, les fournitures de matériaux pour les services techniques et le matériel pour la cantine scolaire. La Commission d'Appel d'Offres du groupement a mené à bien la procédure et a transmis toutes les pièces du dossier en Mairie.

Il donne lecture des résultats de l'appel d'offres et des montants minimum que la Commune envisage d'investir dans ces différents postes de dépenses de fonctionnement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer les marchés de fournitures nécessaires auprès de chaque fournisseur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, délégué du Conseil Municipal auprès du SIVAAD, et avoir pris connaissance des pièces du dossier,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCORTE que soient retenus les fournisseurs dont la liste est annexée à la présente délibération avec indication du montant annuel minimum TTC.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché découlant de l'appel d'offres lancé par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales pour l'année 2016 (renouvelable en 2017).

14 - Modification de la composition des commissions communales

Monsieur le Maire indique que, suite à la démission de M. Claude TORRESILLA de sa fonction de Conseiller Municipal, le 4 janvier 2016, et de son remplacement par M. Romain CEMBRANI, suivant de la liste, il doit être procédé au remplacement de M. TORRESILLA au sein des commissions communales.

D'autre part, il informe l'assemblée délibérante que Mmes Sylviane DONADEY et Pascale RIHAL ainsi que M. Jean CULINATI ont sollicité leur nomination au sein de commissions où ils interviennent régulièrement à titre consultatif ou comme soutien technique.

Monsieur le Maire donne lecture des propositions de modifications des commissions et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces demandes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND en compte les modifications présentées par Monsieur le Maire, soit le remplacement de M. TORRESILLA par M. CEMBRANI dans les commissions dont il était membre et l'ajout de Mmes DONADEY et RIHAL et de M. CULINATI dans certaines commissions,

ACCEPTE de modifier la composition des commissions communales conformément au tableau ci-joint.

15 - Food-truck - Modification de la délibération du 26 novembre 2015

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD rappelle que, par délibération du 26 novembre 2015, l'autorisation a été donnée au commerçant ambulant food-truck « Lm'Ange » de stationner tous les vendredis soir sur le parking du stade municipal de « La Roguère ». Cette autorisation devait être officialisée par la signature d'une convention d'occupation du domaine privé communal.

Or, malgré le fait que ce parking relève du domaine privé communal, il n'en reste pas moins ouvert à la circulation publique. En conséquence, un arrêté municipal devra être pris pour formaliser cette autorisation et non pas une convention passée.

D'autre part, le tarif fixé par la délibération du 26 novembre 2015 ne semble pas convenir à ce « food-truck » qui va installer une petite terrasse avec chaises et tables pour ses clients. En conséquence un tarif forfaitaire serait plus approprié qu'au mètre linéaire.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ces nouvelles dispositions.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.
A l'unanimité,

ACCEPTE de modifier sa délibération du 26 novembre 2015 et de soumettre l'autorisation de stationnement du camion snack « Lm'Ange » à la prise d'un arrêté municipal et non à une convention à passer avec le commerçant,

INDIQUE que la redevance sera de 15 € par jour d'occupation de l'emplacement,

INDIQUE que la régie de recettes chargée de l'encaissement des droits de place sera modifiée afin d'intégrer ce type de commerces ambulants

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions utiles pour mener à bien ce dossier.

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 15 décembre 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

41/2015 - 24/12/2015 - Mission relative à l'entretien ménager de l'école maternelle du 4 janvier au 30 mars 2016 - Sté « AZURNETT »	4.108 € HT
---	------------

Monsieur le Maire indique d'autre part que 5 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 15 décembre 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 15 décembre 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

17 - Questions écrites

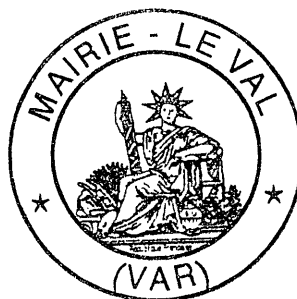
18 - Questions orales

Les questions orales seront transcrites dans le procès-verbal à venir.

LA SEANCE EST LEVEE A 20h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

LE VAL - COMMISSIONS COMMUNALES

Président de droit de chaque commission : M. Bernard SAULNIER, Maire

2016

URBANISME - FONCIER FORET - RIVIERE	
Vice-Président :	Rémi GAUTIER
Membres :	Gaby LANGE Pierre VERDON Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Jean-Luc KINET Renaud GAULET Gilles FOURNEL

FINANCES - BUDGETS ETUDES	
Vice-Président :	Julie BREBAN
Membres :	Pierre VERDON Florence VOLANTE Gaby LANGE Isabelle BOULE-AMPHOUX Renaud GAULET Jean-Luc KINET

INFORMATIONS LOCALES COMMUNICATION	
Vice-Président :	Patricia INGRASSIA
Membres :	Christian BENTOUMI Jean CULINATI Florence VOLANTE Aymeric PAZ Gilles FOURNEL

ENVIRONNEMENT (eau-assainissement-hygiène) DECHETS (tri sélectif-déchetterie) ENERGIES NOUVELLES	
Vice-Président :	Jean CULINATI
Membres :	André NAL Rémi GAUTIER Pénélope REES Yves COEURDEUIL Gilles FOURNEL

AGRICULTURE - ESPACE NATUREL ENVIRONNEMENT	
Vice-Président :	Rémi GAUTIER
Membres :	Patricia INGRASSIA Ingrid GAQUIERE Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Jean-Luc KINET

ASSOCIATIONS CULTURELLES MEDIATHEQUE - PATRIMOINE - FESTIVITES	
Vice-Président :	Patricia INGRASSIA
Membres :	Ingrid GAQUIERE Pénélope REES Christian BENTOUMI Pascale RIHAL Aymeric PAZ Sylviane DONADEY

AFFAIRES SOCIALES	
Vice-Président :	Jacqueline TURINELLI
Membres :	Patricia INGRASSIA Pascale RIHAL Brigitte BOSSUGE Isabelle BOULE-AMPHOUX Sylviane DONADEY

AFFAIRES SCOLAIRES ENFANCE - JEUNESSE	
Vice-Président :	Annette PASQUET
Membres :	Ingrid GAQUIERE Pénélope REES Pascale RIHAL Isabelle BOULE-AMPHOUX Renaud GAULET Jean-Luc KINET

SECURITE ET PREVENTION POLICE MUNICIPALE	
Vice-Président :	Xavier GIRAUD
Membres :	Marie-Thérèse MIONET Pierre VERDON Jean CULINATI Gilles FOURNEL Sylviane DONADEY Jean-Luc KINET

TRAVAUX DE BATIMENTS ET DE VOIRIE	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Xavier GIRAUD Jean CULINATI Romain CEMBRANI Yves COEURDEUIL Gilles FOURNEL Jean-Luc KINET

ASSOCIATIONS SPORTIVES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	
Vice-Président :	Christian DEBAQUE
Membres :	Marie-Thérèse MIONET Florence VOLANTE Romain CEMBRANI Aymeric PAZ Renaud GAULET Sylviane DONADEY

PERSONNEL COMMUNAL	
Vice-Président :	Xavier GIRAUD
Membres :	Jacqueline TURINELLI Julie BREBAN Annette PASQUET Renaud GAULET Sylviane DONADEY Jean-Luc KINET